

La Gazette. 6 octobre 2017.

« La sécurisation des villes est un dossier urgent et coûteux » - Agnès Rampal, Nice

Lutte contre le terrorisme

Après les annonces d'aide financière de la commission européenne pour mieux sécuriser les villes face au terrorisme, Agnès Rampal, présidente de la commission euroméditerranéenne de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et adjointe au maire de Nice, déléguée à l'euroméditerranée, revient sur la rencontre organisée les 29 et 30 septembre derniers par les villes du réseau Euro-med.

Agnès Rampal
Alors que le commissaire européen chargé de la sécurité, Julian King, s'est engagé le 29 septembre à débloquer 10 millions d'euros pour sécuriser les espaces publics, Agnès Rampal, présidente de la commission euroméditerranéenne de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et adjointe au maire de Nice rappelle que, face au terrorisme, "la sécurisation des villes est un dossier urgent et coûteux".

Terrorisme : l'Europe débloque 10 millions d'euros pour sécuriser les espaces publics

Elle salue l'initiative du réseau des villes Euromed de "tirer le bilan des actions entreprises et démultiplier les bonnes pratiques".

Que voulait marquer le réseau des villes Euromed en se réunissant autour de la question du terrorisme ?

Les maires sont en première ligne dans la lutte contre le terrorisme car c'est dans les villes que sont commis les attentats. C'est ce qu'a voulu mettre en avant Christian Estrosi en organisant ces journées. Le contexte de cette réunion du réseau des villes Euromed qu'il préside correspond

également à la réalité géographique du terrorisme qui concerne aussi bien les villes d'Europe que de Méditerranée.

Face à cette réalité, on ne peut pas rester fataliste. Les maires sont désormais réunis pour réfléchir ensemble à leurs moyens d'intervention et faire entendre leurs voix auprès des États et des organisations internationales. Face aux drames que vivent les villes, il est très important de les voir s'unir dans un élan positif.
Qu'attendent les villes de la constitution de ce réseau ?

Des moyens, en premier lieu. La réponse apportée par la Commission européenne concerne les villes de l'UE, mais des coopérations bilatérales ou des projets dans le cadre des programmes de financement communautaires existants ont été également évoquées avec le commissaire européen chargé de la sécurité Julian King pour soutenir les villes du sud. En attendant, les élus du sud présents lors de la manifestation se sont montrés satisfaits de pouvoir échanger et partager sur ces questions.

Au-delà des moyens financiers, la

Déclaration de Nice se traduira rapidement dans les actes : en décembre, une réunion est prévue à Beyrouth pour évaluer les pratiques déjà mises en place et envisager d'autres projets dans les communes du Liban. Alger et Tunis souhaitent, elles, organiser la prochaine réunion du réseau.

Pensez-vous qu'il est nécessaire de hiérarchiser les besoins des villes, face à la menace terroriste ?

On ne peut pas parler de hiérarchisation des priorités, mais il est certain que la sécurisation des villes est un dossier urgent et coûteux. Pour le reste, au nord comme au sud, de nombreuses initiatives sont d'ores et déjà instaurées en faveur de la jeunesse, du développement de la culture et de l'éducation ou de la prévention de la radicalisation.

Le réseau propose désormais le cadre pertinent pour tirer le bilan des actions entreprises et démultiplier les bonnes pratiques. L'expérience française, notamment tout ce qui a été mené dans ce sens dans le cadre de la politique de la ville, sera intéressant à étudier. ■

par Caroline Garcia